

# Pour une approche écolinguistique du plurilinguisme dans la zone CEPGL-EAC

**Dr Jean B. Ntakirutimana**

Brock University, Canada - jntakiru@brocku.ca

**Dr Alphonse Kabano**

Université Nationale du Rwanda, Rwanda - alphonsekabano@gmx.com



Synergies Afrique des Grands Lacs n° 2 - 2013  
pp. 113-132

Reçu le 30-06-12, accepté le 29-10-12

**Résumé :** Après une brève introduction à l'écolinguistique – une discipline linguistique relativement récente, qui considère les langues comme des entités vivantes, indispensables à la vie et à la survie de l'écosystème socioculturel universel – le présent article explore certains principes écolinguistiques d'un intérêt particulier, qui pourraient être mis en application dans la zone linguistique CEPGL-EAC afin d'optimiser le potentiel linguistique dont regorge la région. Cette optimisation viserait, entre autres objectifs : (1) la dynamisation des langues minoritaires à haut risque d'extinction; (2) le renforcement de l'utilisation des langues locales dans les secteurs importants de la vie; (3) l'harmonisation des relations, parfois conflictuelles, entre les langues internationales, les langues véhiculaires, et les langues locales; le tout dans le cadre d'un multilinguisme additif et non soustractif.

**Mots-clés :** écolinguistique; conflits linguistiques; langues en danger d'extinction; L1-L2; multilinguisme additif; multilinguisme soustractif.

## For an ecolinguistic approach of plurilingualism in the CEPGL-EAC region

**Abstract :** Starting with a brief introduction to ecolinguistics – a relatively new linguistic approach which considers languages as living entities crucial to the wellbeing and survival of the universal sociocultural ecosystem – this paper discusses some ecolinguistic principles of special interest for the empowerment of the linguistic landscape of the CEPGL-EAC region, especially in such areas as : (1) the revival of endangered minority languages; (2) the promotion of the use of local languages in important aspects of sociocultural life; (3) the harmonization of relationships – which are sometimes conflicting – between international, vehicular, and local languages. Our approach is guided by the principle of additive and non-subtractive multilingualism.

**Keywords :** ecolinguistics; language conflicts; endangered languages; L1-L2; additive multilingualism; subtractive multilingualism.

## Introduction

Les langues sont des moyens de communication qui démarquent en quelque sorte les communautés humaines des autres membres du règne animal. L'on sait aussi que chaque langue véhicule une richesse extraordinaire en rapport

avec la mythologie, la littérature, l'histoire, les connaissances, la technologie, la vision du monde, richesse qui reste très souvent malheureusement enfermée dans la mémoire des locuteurs quand la langue n'est pas écrite.

En 1962, lors de l'Assemblée Générale de l'UNESCO, le sage Amadou Hampâté Bâ déclarait ceci : « ... dans mon pays, chaque fois qu'un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui a brûlé » (Konaté, 2005 : 58). Selon certaines statistiques, on estime que, à 21 ans, un être humain a en moyenne produit 50 millions de mots, et qu'il en aura proféré 200 millions vers les 85 ans. Combien de livres faudrait-il pour consigner cet ensemble de productions verbales? Peut-on se faire une idée de ce que représenterait, non pas la disparition de juste un individu, mais celle d'une langue quelconque parlée depuis des siècles par des centaines de milliers de vieillards? L'impact de la perte d'une langue déborde à coup sûr le cadre restreint des locuteurs et des dépositaires immédiats de la langue pour concerner l'histoire d'un groupe humain, d'une culture, de l'humanité qui perd une partie de son patrimoine.

Dans cet article, nous nous proposons de revisiter le potentiel linguistique des pays de l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est (CEPGL-EAC), ainsi que les menaces d'extinction qui pèsent sur certaines langues parlées dans cette région. Notre perspective est écolinguistique, plus ou moins dans le sens de la philosophie de la biosphère (Pegov, 2010 : 12). Nous ne pensons pas qu'il soit pertinent, à ce point, de revenir sur la distinction souvent faite au sein de l'Union Européenne entre le multilinguisme (communautaire) et le plurilinguisme (individuel). Comme il est de coutume dans l'approche écolinguistique, nous considérerons le plurilinguisme et le multilinguisme comme étant deux variantes terminologiques correspondant à une même notion, celle d'une situation où plus de deux langues sont en usage au sein d'une communauté humaine.

Dans la première section, nous faisons un survol du paysage linguistique de la région CEPGL-EAC, pour en dresser une ébauche multidimensionnelle, accompagnée d'une synthèse des quelques réflexions et débats qui ont cours de temps en temps dans la région en matière de politiques linguistiques. Dans la deuxième section, nous présentons le paradigme écolinguistique qui est relativement nouveau dans les sciences du langage. Dans la troisième section, ce paradigme nous amène à envisager quelques principes écolinguistiques d'un intérêt particulier, qui pourraient être mis en application dans la zone linguistique CEPGL-EAC afin d'optimiser le potentiel linguistique dont regorge la région.

## 1. Paysage linguistique de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Est

La zone linguistique CEPGL-EAC (Annexe 1) est une région caractérisée par un plurilinguisme particulièrement riche et multidimensionnel, où cohabitent une multitude de langues bantu des zones B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, N, P (Guthrie, 1971). La région est aussi incrustée d'îlots de langues khoïsanés, spécialement en Tanzanie (hadza, kisandawe), de langues cushitiques au nord du Kenya et de la Tanzanie, et de langues nilotiques au nord du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la RDC.

La majorité des langues locales sont parlées dans leurs zones culturelles traditionnelles à l'intérieur des frontières étatiques, principalement issues de la colonisation, mais bon nombre de langues débordent les frontières étatiques et sont parlées dans des zones culturelles qui chevauchent 2 ou 3 frontières étatiques (kidigo en Tanzanie et au Kenya, luhya en Tanzanie et en Ouganda, olukonjo en RDC et en Ouganda, etc.).

Si la région connaît deux cas atypiques de langues nationales, le kinyarwanda et le kirundi, parlées et comprises dans des espaces linguistico-culturels qui, quoique relativement réduits, correspondent aux territoires nationaux du Rwanda et du Burundi respectivement, on y trouve aussi 3 langues transfrontalières à fonction véhiculaire (Houis, 1971 : 110), à savoir le kiswahili parlé dans tous les pays de la zone CEPGL-EAC, ainsi que le lingala et le kikongo/monokutuba (Houis, 1971 : 128-129) dont les locuteurs natifs sont localisés grosso modo en RDC et au Congo-Brazzaville, de même que dans toutes les régions aux alentours de l'embouchure du fleuve Congo.

A ce substrat linguistique à prédominance bantu se sont ajoutées des langues coloniales : l'arabe dans la zone EAC côtière de l'Océan Indien, l'anglais dans les anciennes colonies britanniques (Kenya, Tanzanie, Ouganda) et le français dans les ex-colonies belges (RDC, Rwanda, Burundi).

Les linguistes ne sont pas encore arrivés à l'unanimité quant au nombre total de langues parlées en Afrique des Grands-Lacs et de l'Est. Cependant, à partir de données parmi les plus crédibles (Lewis, 2009), il y aurait moyen d'avancer approximativement 216 langues en RDC, 129 en Tanzanie, 69 au Kenya, 45 en Ouganda, 4 au Rwanda, 4 au Burundi; soit plusieurs centaines de langues réparties sur une étendue de quelque 4 161 191 km<sup>2</sup>; des chiffres qui, somme toute, donnent à réfléchir aux spécialistes de la planification linguistique. Effectivement, bon nombre de débats ont eu lieu et continuent à avoir lieu concernant les divers scénarios de politiques linguistiques qui seraient les plus appropriées dans la région de l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est :

Étant donné que l'anglais est une langue prédominante sur le plan international et ayant des assises traditionnelles fermes dans la région, beaucoup d'idées sont en faveur d'un unilinguisme officiel anglais qui, avance-t-on, ne ferait que faciliter les échanges au sein de la CEPGL-EAC et avec la communauté internationale.

D'autres, tenant au prestige et au statut déjà solide du français au sein de la CEPGL, avancent de plus en plus l'idée d'un bilinguisme officiel anglais-français, lequel favoriserait des échanges plus équilibrés entre la CEPGL et l'EAC, et qui donnerait à toute la région accès aux avantages du Commonwealth et de la Francophonie Internationale.

Suite à ce genre d'arguments, certains *africanistes*, conscients du rôle véhiculaire historique joué par le kiswahili, combiné à son statut prestigieux au sein de l'Union Africaine et de plus en plus dans le monde, proposent le kiswahili comme langue unificatrice de la zone CEPGL-EAC, quitte à recourir à l'anglais et au français pour les échanges internationaux.

On pourrait pousser ce genre de spéculation plus loin et avancer que l'arabe devrait aussi être reconnu comme langue officielle de la zone qui nous concerne, étant donné qu'il est parlé sur la côte orientale de l'EAC, et jouit lui aussi d'un statut international, même au sein de l'ONU.

Les citoyens de la RDC pourraient arguer à ce dernier raisonnement que, s'il en est ainsi, autant donner également un statut officiel au lingala et au kikongo, qui ont plus de locuteurs que l'arabe dans la région, et qui sont des langues véhiculaires reconnues dans la CEPGL. Par ailleurs, ceci permettrait un certain équilibre de représentativité linguistique au sein de la CEPGL-EAC.

En vertu du principe de la représentativité, le Rwanda et le Burundi seraient en droit de réclamer que le kinyarwanda et le kirundi soient officiellement reconnus dans la région, étant donné qu'ils ont déjà le statut de langues nationales au même titre que le kiswahili en Tanzanie et au Kenya.

Étant donné que, de manière générale, les décideurs politiques abhorrent la gestion de situations multilingues complexes, une des solutions souvent mises à l'avant est que des langues comme le kinyarwanda et le kirundi soient dotés de statuts particuliers au sein de leurs territoires traditionnels respectifs, avec possibilités de réserver le même statut à d'autres langues importantes dans la région, telles que le gikuyu et le kalenjin au Kenya, le kigogo, le kisukuma, et le luyamwezi en Tanzanie, le luganda en Ouganda, le tshiluba en RDC, etc.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas toujours aisé de déterminer qui a tort ou qui a raison dans de pareils débats, basés sur des critères surtout d'ordre sentimental et de prestige appliqués à l'une ou l'autre langue. Étant donné leur nature foncièrement spéculative, des idées pareilles mènent souvent à des politiques inconsistantes bien souvent caractérisées par un laisser-aller, sinon par de nombreux tâtonnements.

Afin d'éviter les écueils de ce genre de raisonnements subjectifs, il est fortement recommandé de partir d'une approche théorique, scientifiquement valide, susceptible de fournir une ligne directrice aux débats, et des fondements solides aux décisions politico-administratives qui pourraient en découler.

## 2. Approche écolinguistique

L'écolinguistique est une discipline linguistique relativement nouvelle, selon laquelle les langues seraient des entités vivantes, indispensables à la vie et à la survie de l'écosystème socioculturel universel. S'inspirant de la locution anglaise "Ecology of Language" proposée par Fettes (2000) et Phillipson (2000), le terme "Ecolinguistics" a été introduit pour la première fois dans la communication scientifique par Fill et Mühlhäusler (2001). Quelques années plus tard, Van Lier (2004) suivra la trace de ses collègues et consignera par écrit le terme "Ecological Linguistics", abrégé de temps en temps en "EL" dans la littérature écolinguistique.

L'approche écolinguistique considère que les langues sont des organismes vivants qui naissent, qui grandissent et qui, malheureusement, sont susceptibles de mourir. Leur dynamique est donc soumise à différents paramètres de l'environnement, entendu dans un sens plus global que celui de la notion de contexte. Le paradigme écolinguistique est encore peu connu, mais des organisations comme Terralingua (Skutnabb-Kangas et al, 2003) s'impliquent à le faire connaître un peu partout dans le monde, notamment à travers des publications ou des forums scientifiques, à l'instar des écologistes qui, depuis quelques décennies, s'impliquent à éduquer le public sur la biodiversité. Du fait que la langue est justement un organisme vivant, le rapport entre l'écologie et la gestion des faits linguistiques se justifie. L'écologie se définit ordinairement comme «*l'étude des milieux où vivent les êtres vivants ainsi que des rapports de ces êtres entre eux et avec le milieu*» (Le Nouveau Petit Robert). L'écolinguistique, quant à elle, sera conçue comme l'étude des langues tenant en considération les divers paramètres environnementaux en rapport avec les communautés linguistiques.

Pour Skutnabb-Kangas (2003), les langues sont des ADN des cultures. Elles sont dépositaires des codes des connaissances culturelles qui sont transmises de générations en générations à travers des siècles :

*“languages have been called the DNA of cultures’ – they have encoded the cultural knowledge that people have inherited from their ancestors and each generation continues to add to this heritage. Of course, someone living in the tropics could describe a specific kind of reindeer in his or her language, but they would probably have to use a detailed description, instead of just one word”* (Skutnabb-Kangas, 2003 : 22).

C'est en effet dans les langues que sont consignés les concepts essentiels pour la compréhension de l'univers par les locuteurs. Les traits caractéristiques du génie de chaque peuple, ses stratégies d'adaptation et de survie dans la nature, la définition de ses rapports avec le monde, sont inscrits et codifiés dans les langues, à travers lesquelles ils se transmettent et s'enrichissent de génération en génération par celles-ci.

Les tenants du courant écolinguistique, sans toutefois renier les apports de l'approche sociolinguiste (Labov, 1987), prônent un dépassement du contexte étroit de cette dernière, car les critères sociolinguistiques tels que le sexe, les classes sociales, le niveau de formation, le caractère formel ou informel du discours, etc. ne suffisent pas pour expliquer la totalité de l'activité langagière humaine. Tous les parlars, quels que soient leurs lieux ou milieux d'origine, sont considérés comme étant essentiels non seulement pour les communautés linguistiques qui les utilisent, mais aussi pour l'humanité entière, tout comme du point de vue écologique, toutes les espèces sont essentielles pour la survie de la planète terre, peut-être même de l'univers entier, chaque espèce ayant un rôle à jouer dans le maintien de l'équilibre environnemental.

Or, il se fait que, avec les quelque 6000-7000 langues parlées dans le monde, la menace d'extinction de beaucoup d'entre elles dans plusieurs régions de la planète est aujourd'hui plus qu'alarmante. Certaines langues sont *en danger* d'extinction, d'autres sont *gravement menacées* de disparaître, d'autres sont

*moribondes*, et d'autres enfin sont simplement *éteintes* (Amrous, 2008), ou sont plutôt en train de s'éteindre à vue d'oeil. Sur le plan démolinguistique, l'on comprend sans difficulté qu'une langue sans locuteurs, sans vitalité ethnolinguistique par conséquent, est vouée à la disparition. Or, beaucoup de gens ignorent les faits suivants, tels que rapportés par Amrous (2008) : « Environ 97% de la population parle 4% des langues du monde. À l'inverse, presque 96% des langues ne sont parlées que par 3% des terriens. Et 10% ont moins de 100 locuteurs ».

La distribution géographique des langues (Lewis, 2009) est aussi problématique; la moitié d'entre elles se retrouve dans 9 pays seulement, et 2 pays totalisent à eux seuls plus de 1500 langues (Papouasie Nouvelle-Guinée (850), Indonésie (670)). 7 autres pays comptent plus de 200 langues chacun (Nigeria (410), Inde (380), Cameroun (270), Australie (250), Mexique (240), RDC (216), Brésil (210)). L'on se mettra d'accord sur le fait que la concentration et l'isolement des langues dans quelques pays – lesquels sont souvent confrontés à d'autres problèmes vitaux – jouent de manière endémique en défaveur de leur pérennité.

Il y a lieu de se demander combien de langues auraient disparu dans la nuit des temps sans laisser de traces, depuis l'invention de la protolangue moderne par l'humain il y aurait 50.000 ans (Bickerton, 1996 : 180). Par contre, on est sûr que l'apparition de nouvelles langues en compensation à celles qui disparaissent, demeure une possibilité limitée à des conditions difficiles à reproduire. Il est reconnu que même les créoles ne naissent pas ex nihilo; ils naissent à partir de langues déjà existantes, justement. L'on sait aussi que les tentatives de mise au point de langues artificielles, comme l'esperanto ou l'interlingua, se sont avérées peu fructueuses. C'est que la langue est loin d'être un simple code susceptible d'être généré en laboratoire. Dans le même ordre d'idées, si la résurrection d'une langue morte s'est avérée possible dans le cas de l'hébreu en Israël, par exemple, cela constitue un cas très rare; et il ne serait pas sage d'attendre qu'une langue meure pour aller la ressusciter par la suite.

En termes de couverture des usages communicationnels par les langues, on assiste à une autre situation tout aussi alarmante un peu partout dans le monde : en effet, 80% des communications se font dans 83 langues seulement. Dans le domaine aujourd'hui incontournable de l'Internet qui a envahi le monde entier, près de 90% du contenu serait disponible en 12 langues seulement et, du coup, demeure inaccessible à plusieurs centaines de millions de gens. On comprend combien le fossé se creuse encore davantage entre les différents groupes linguistiques qui peuplent la planète terre (Amrous, 2008).

Sous l'égide de l'UNESCO, une équipe de linguistes ont rassemblé des informations concernant 2500 langues et ont réalisé un atlas mondial des langues en danger de disparition (version papier en 1996 et 2001, version en ligne en 2005) (Moseley, 2010). Un des points les plus saillants de l'Atlas est que l'Afrique, qui est le réservoir linguistique le plus important (1/3 des langues du monde) souffre d'un sérieux problème d'endémie linguistique; il sera montré plus loin que cette situation endémique est une réalité au sein des communautés linguistiques de l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est. Les pays comme le

Nigeria, le Cameroun, la RDC, la Tanzanie, le Soudan, l'Éthiopie et le Tchad figurent parmi les 25 premiers pays à problème au monde. Quelques faits sont accablants : en Afrique, 9 pays sur 53 accordent à une langue africaine le statut de langue officielle, 2 pays seulement reconnaissent comme langues officielles plus de 2 langues africaines. La question de l'usage des langues africaines en science, en technologie et dans le système éducatif se pose toujours avec acuité. En matière de recherche, moins de 10% des langues africaines ont déjà fait l'objet de descriptions scientifiques. Ainsi, le monde scientifique ignore encore plus de 90% du potentiel linguistique dont regorge le continent africain, soit à peu près un tiers du patrimoine linguistico-culturel humain. Une telle situation découle pour une large part des séquelles de la colonisation, mais aussi du manque d'engagement et de prise de responsabilité de la part des gouvernements concernés.

Plusieurs facteurs expliquent la tendance à l'extinction des langues, mais il existe un fait anodin qui mérite d'être évoqué dès à présent : en superposant la carte linguistique du monde et celle de la distribution des espèces biologiques sur la terre, on constatera avec surprise que les zones géographiques les plus touchées par l'endémie linguistique coïncident nettement avec les régions où la destruction de la biodiversité fait le plus de ravages (Annexes 2 & 3). Si l'on se met d'accord sur le fait que cela n'est probablement pas dû au hasard, l'on est alors dans l'obligation de rechercher les causes profondes, ainsi que les stratégies d'intervention à un niveau plus global et plus intégré. Le paradigme écolinguistique, malgré sa nouveauté dans l'approche des questions reliées à la langue, offre précisément un cadre propice de réflexion sur les problèmes soulevés ici.

### 3. Quelques principes écolinguistiques pertinents

#### 3.1. Ecolinguistique, « inégalités des langues » et « conflits linguistiques »

Il a fallu tout un cheminement avant d'en arriver à concevoir la langue comme une entité enracinée dans l'environnement, et c'est une conception qui échappe encore à bon nombre de chercheurs, y compris certains spécialistes des sciences du langage. Dans la tradition grammaticale, même si le souci était de veiller au bon usage d'une langue en établissant des normes, cela allait malheureusement avec la vision pernicieuse que certaines façons de parler étaient à corriger, sinon à bannir, et que, de proche en proche, certains parlars étaient corrects, d'autres incorrects, fautifs, qu'il existerait des langues et des sous-langues que beaucoup appellent, en les discréditant bien entendu, dialectes, patois, etc. Certaines langues étaient réputées civilisées, avancées, fines, logiques, d'autres apparaissaient par contre comme primitives. La théorie dite des aires glossogéniques qui s'est développée en France dans les années 40 suite aux enseignements de G. Guillaume s'inscrivait dans cette mouvance. Cependant, pour Yaguello (1981),

*« Il n'y a pas de différence de nature entre les langues. Il n'y a que des différences culturelles. Il n'y a pas de langues « simples » et de langues « complexes ». Toutes sont également simples et complexes. Il y a longtemps qu'on a fait justice de la théorie*

*des «stades» qui hiérarchisait les langues du stade primitif au stade développé en fonction du degré de «civilisation» de leurs locuteurs» (Yaguello, 1981 : 39).*

L'intolérance de la grammaire prescriptive vis-à-vis des écarts par rapport à une certaine norme pouvait aller jusqu'à l'utilisation des moyens physiques coercitifs, punitifs, surtout dans les écoles. Il va sans dire que le contexte politique de la colonisation en Afrique a exacerbé la perception négative des langues locales. Et pourtant, l'égalité des langues va de soi, eu égard à l'universalité et à l'uniformité du processus d'apprentissage du langage chez les enfants : l'on sait qu'aucune langue n'est intrinsèquement plus difficile à apprendre qu'une autre, que le développement des aptitudes linguistiques chez les jeunes enfants s'effectue plus ou moins au même rythme et selon des calendriers similaires, indépendamment des zones linguistiques et culturelles où évoluent ces jeunes locuteurs.

Avec l'avènement de la linguistique moderne, la tendance à la hiérarchisation des langues a perdu du terrain : pour les linguistes contemporains, tous les parlars sont des objets scientifiquement intéressants, dignes d'intérêt parce que susceptibles de révéler des structures linguistiques nouvelles, de confirmer l'existence de structures linguistiques rares, ou de permettre une généralisation de certains principes linguistiques. Un parler, si exotique qu'il puisse paraître, est une langue à part entière, non en fonction de son prestige social ou des avantages politiques et économiques qui lui sont associés, mais par le fait même qu'il a un système de sons, une structure des mots et des phrases et un stock lexical. Il faut dire qu'en Afrique, l'impact de la colonisation se fait encore sentir puisque, comme initialement évoqué, plus de 90% des langues africaines n'ont pas encore fait l'objet de description scientifique, et on ne saurait avancer que cela est dû à l'insuffisance des moyens matériels ou humains, mais plutôt à une mentalité fortement ancrée dans beaucoup d'esprit, selon laquelle certaines langues sont plus importantes que d'autres et que beaucoup de langues ne favorisent pas l'ouverture vers le monde extérieur moderne.

Il y a une idée fort discutable selon laquelle, dans un monde condamné à la globalisation, à l'urbanisation, à la standardisation, etc. il vaut mieux, ou plutôt, il est inévitable que le nombre de langues soit réduit pour plus d'économie et pour plus d'efficacité dans la communication. Cette idée fort répandue est en flagrante contradiction avec le principe de la tolérance à la diversité, qui est source d'enrichissement. Le changement est certes une propriété inhérente aux langues naturelles, mais il n'est pas, en termes écologiques, soumis à la loi darwinienne de la sélection naturelle, selon laquelle la survie passe par la compétition, la lutte, le combat, l'élimination, sans aucune forme de contrôle. On rappellera que Hovelacque, un des penseurs les plus influents de la théorie transformiste qui était en vogue en France au 19<sup>e</sup> siècle, voyait dans l'évolution des langues la corruption, la dégénérescence, la lutte pour la survie et l'apocalypse, des idées à l'endroit desquelles Desmet (1996) a publié une critique fort pertinente. Le modèle du multilinguisme sauvage où le plus faible périclète est scientifiquement insoutenable. Il n'existe pas de langue tellement forte au point de *se tirer d'affaire* pour survivre seule, tout comme aucune langue n'est si faible qu'elle est *naturellement* condamnée à la disparition.

Ceci est dû à la vision, erronée comme nous l'avons vu, de la distribution des divers parlars humains en langues et en sous-langues.

Mises à part ces idées de hiérarchie linguistique et de concurrence pseudo naturelle entre les langues, il y a un aspect crucial de portée universelle qui n'a réellement pas fait l'objet d'étude de la sociolinguistique. C'est le concept de linguicide (aussi appelé génocide linguistique ou encore glottocide), c'est-à-dire l'action planifiée, exécutée en toute impunité et dirigée contre des membres d'une communauté dans le but d'enrayer leur langue et leur culture, ou le fait de cibler, de discriminer et, dans le pire des cas, de massacrer certains groupes sociaux sur la base de leur langue, ou en prenant celle-ci comme prétexte. C'est ce qui s'est passé après la révolution française, par exemple, lorsque le français a été décrété comme étant la seule langue de la république, s'imposant progressivement contre les langues régionales jusqu'à en étouffer la plupart. Les langues amérindiennes ont également subi, pour la plupart, un linguicide progressif qui a débuté avec la conquête du *Nouveau Monde*, atteignant son paroxysme dans un système scolaire qui visait à effacer chez les jeunes leurs valeurs culturelles, y compris leurs langues. Des linguicides similaires ont également eu lieu lorsque l'Europe moderne étendait ses empires coloniaux un peu partout dans le *Nouveau Monde*, privant certaines communautés socioculturelles de l'essence même de leur être ainsi que de leurs principaux repères sociaux. Une des conséquences directes de cette privation est que bon nombre de groupes socioculturels ont perdu leur cohésion sociale, devenant ainsi inaptes à interagir convenablement entre eux et avec le monde extérieur.

Skutnabb-Kangas, une activiste de renommée internationale, est également l'une des figures de proue dans la lutte contre le linguicide. Elle décrit d'une manière saisissante des actes qui pourraient sembler anodins, mais que beaucoup de gens ont certainement vécus (Skutnabb-Kangas, 2000 : 311-378) : l'utilisation d'une langue de groupe peut être interdite directement ou indirectement. Des livres écrits dans des langues interdites ont été brûlés. À une certaine époque antérieure, l'utilisation des langues des communautés autochtones et des groupes minoritaires était souvent interdite, interdiction systématiquement renforcée par des punitions physiques à l'encontre des gens, surtout des enfants, qui les utilisaient. Beaucoup de jeunes enfants, à travers le monde entier, ont été battus, ont été privés de repas, enfermés dans des lieux obscurs, et forcés à traîner des pierres ou à porter d'autres objets lourds autour du cou, juste pour avoir proféré quelques mots dans leur propre langue à l'école. L'humiliation était une arme psychologique redoutable fréquemment utilisée. Des écoliers parlant une langue interdite ont été consignés dans des coins ou devant la classe, ont porté des objets montrant qu'ils avaient enfreint les règles, ont écrit des phrases du genre «Je suis un idiot» d'innombrables fois sur le tableau noir, ou ont dû payer des amendes de natures diverses. D'autres enfants ont été poussés ou contraints à agir en traîtres et en espions, afin de pouvoir échapper au châtement ou pour recevoir quelques petites récompenses s'ils révélaient à leurs enseignants l'identité d'autres enfants utilisant la langue interdite. Au regard des conventions internationales, tout ceci porte à coup sûr les germes d'un génocide ethnolinguistique.

Comme en témoigne Skutnabb-Kangas (2000 : 328), pareils actes d'humiliation ont eu lieu dans la région cadre de la présente étude, et ils ont dû y laisser des séquelles psychologiques qui vont marquer négativement – et pour longtemps, si l'on n'y prend pas garde – le paysage linguistique de l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est.

### 3.2. Ecolinguistique, langue maternelle et ouverture au monde

La langue maternelle – aussi appelée *première langue*, *langue première* ou *L1* – a une importance capitale dans la fixation des schèmes fondamentaux indispensables à la compréhension de l'univers, ainsi que dans la construction de sa propre identité et de la confiance en soi-même. Bien avant la naissance de l'approche ecolinguistique, des études variées ont montré que la L1 joue un rôle de premier plan dans la fixation des catégories mentales. Des chercheurs ont souligné le fait que, au même titre qu'un parent adoptif ne peut réellement se prévaloir l'équivalent d'un parent biologique, aucune autre langue ne peut remplacer valablement L1 dans sa fonction vitale de garant et de transmetteur des valeurs culturelles fondamentales (Ntahokaja, 1993 : 24). D'autres spécialistes, tels que Houis (1971), ont mis en évidence la fonction essentielle de « *la langue première [...] comme facteur d'intégration sociale et de véhicule plénier des valeurs culturelles et de la sensibilité des locuteurs* » (Houis, 1971 : 147).

Étant donné que les langues sont les principaux dépositaires et véhicules des richesses culturelles, c'est à travers la langue maternelle que la personne humaine découvre, explore et comprend le monde. C'est aussi grâce à cette même langue que l'essentiel des connaissances culturelles sont transmises de génération en génération, chaque langue faisant ainsi sa part de contribution au patrimoine culturel universel.

Quand une langue meurt, encore une fois, c'est une part du patrimoine culturel universel qui disparaît, pour de bon, puisqu'aucune autre langue ne véhiculera exactement la même expérience. Et il s'agit là, faut-il insister, d'une perte pour l'humanité, tel que Hinton (2001) l'exprime en ces termes :

*«More broadly, the loss of language is part of the loss of whole cultures and knowledge systems, including philosophical systems, oral literary and musical traditions, environmental knowledge systems, medical knowledge, and important cultural practices and artistic skills. The world stands to lose an important part of the sum of human knowledge whenever a language stops being used. Just as the human species is putting itself in danger through the destruction of species diversity, so might we be in danger from the destruction of the diversity of knowledge systems»* (Hinton, 2001 : 5).

De là il convient de se demander si l'humanité pourra survivre longtemps face à l'appauvrissement continu de son patrimoine linguistique.

Pure coïncidence ou non, il se fait que l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est fait parti des zones linguistiques les plus endémiques. Bon nombre de langues perdront sous peu leur statut de langue maternelle étant donné que les parents

les parlent de moins en moins et que les jeunes ne les apprennent plus. Pour preuve, dans la dernière édition d'*Ethnologue*, Lewis (2009) a identifié quatre langues n'ayant plus de locuteurs vivants connus, une en Tanzanie (kw'adza), une en RDC (ngbee) et deux autres en Uganda (lusinga, nyangiya). Pour remédier à ce drame d'appauvrissement patrimonial, il s'avère urgent de penser à des stratégies susceptibles de promouvoir l'apprentissage de la langue maternelle dans la région.

La question de la promotion des langues maternelles en Afrique représente un défi de taille. La langue maternelle peut être une langue non reconnue officiellement; elle peut être encore non écrite; elle peut être non encore instrumentalisée et non équipée en terminologie scientifique pour le compte du système de l'éducation, par exemple, mais il est faux de croire qu'il existe des langues incapables d'exprimer les concepts scientifiques. L'Académie du Kiswahili s'attelle, depuis des décennies, à prouver qu'une langue africaine comme le kiswahili est tout à fait capable d'exprimer la science et la technologie. Abondent dans ce même sens bon nombre d'exemples tels que les divers travaux de recherche terminologique sur des langues comme le lingala (Edema et al, 2003); sans oublier le nombre non négligeable de thèses de PhD et M.A. rédigées en kiswahili (Kenya, Tanzanie) ainsi que les multiples mémoires de Licence/B.A. rédigés en kiswahili, en kinyarwanda et en kirundi (Tanzanie, Kenya, Rwanda, Burundi, etc.).

Malgré la richesse incontestable des langues maternelles, il n'est pas rare que dans un pays ayant adopté des réformes d'enseignement en L1, des apprenants, des parents et même des éducateurs en dénigrent le potentiel, accusant l'enseignement en langue maternelle d'être responsable de l'un et l'autre problème – réels ou fictifs – auxquels fait face le système éducatif du moment. Ceci est effectivement arrivé au Rwanda et au Burundi, les deux pays où, en toute logique, l'enseignement en langues premières de la majorité des apprenants aurait dû avoir lieu avec le moins de résistances.

Justement, lorsqu'on considère le cas du Rwanda et du Burundi qui sont les seuls pays africains avec une langue locale unique, parlée et comprise par toute la population – ce qui est un atout sociolinguistique incroyable – et quand on se rend compte que les langues respectives de ces deux pays n'ont parfois qu'un statut officiel symbolique, on ne peut s'empêcher de s'interroger sérieusement sur les méthodes de fixation, d'application et de suivi des politiques linguistiques en Afrique, d'une manière générale. Dans ces deux pays, en effet, l'essentiel de l'éducation se fait en langues héritées de la colonisation; ce qui, du point de vue linguistique et pédagogique s'avère être absurde, comme l'est le fait que, dans la plupart des cas, l'administration fonctionne généralement en langues étrangères, ce qui handicape l'accès des populations à différents services auxquels elles ont droit.

L'histoire de la pénétration de l'islam dans un pays comme le Burundi est un bon exemple de l'efficacité de la langue maternelle dans le transfert des connaissances. Il est rapporté qu'en 1995 à peu près 5% de la population burundaise avait embrassé la religion islamique, une religion qui, depuis son

introduction au Burundi au début du 20<sup>e</sup> siècle, avait été essentiellement enseignée en arabe et/ou en kiswahili. Depuis le milieu des années 90, les prédications dans les mosquées ont commencé à se faire en kirundi, et en 2006 la population musulmane représentait approximativement 13% de la population totale du Burundi. La langue locale a donc manifestement permis plus de conversions en l'espace de 10 ans qu'une langue étrangère durant plus ou moins un siècle d'enseignement islamique (Ngendazi, 2006).

C'est en connaissance de cause que l'Académie Africaine des Langues (ACALAN) déclarait l'année 2006 l'*Année des Langues Africaines*, une décision qui faisait écho à celle de l'UNESCO qui a institué le 21 février comme *Journée Mondiale des Langues Maternelles*.

Des recherches récentes en didactique des langues d'inspiration écolinguistique insistent de plus en plus sur le fait qu'une bonne connaissance de la L1 est un atout indispensable, non seulement pour appréhender l'univers à travers sa propre culture, mais aussi pour asseoir des bases solides en vue de l'acquisition d'autres connaissances, de même que pour l'apprentissage des langues secondes (UNESCO, 2003 : 15).

### 3.3. Ecolinguistique, langue maternelle et didactique des langues

On reconnaît depuis longtemps qu'un apprentissage optimal d'une langue ne devrait pas porter seulement sur la langue en elle-même, mais qu'il devrait aussi chercher à faire assimiler la culture dont la langue est le principal dépositaire et véhicule. Grâce à l'écolinguistique, il est désormais facile de comprendre qu'aucune langue ne se suffit à elle seule; toutes les langues, toutes les cultures, sont complémentaires entre elles, et participent ensemble à l'effort commun d'enrichissement du patrimoine universel des connaissances (Dalby, 2003; Harrison, 2007; Mithun, 1999). De la sorte, lorsqu'on étudie une langue particulière, on acquiert une part des connaissances universelles contenues dans la langue en question.

Ainsi, on peut affirmer que l'enfant qui apprend sa langue maternelle optimise la compréhension de sa propre culture, partant des connaissances culturelles de base jusqu'aux éléments culturels les plus sophistiqués, sans oublier une meilleure maîtrise de sa langue maternelle. Aussi, grâce à l'apprentissage de L1, le jeune apprenant bâtit dans son intellect une fondation solide qui lui permettra d'acquérir plus facilement des connaissances variées, incluant celles d'autres langues (L2, L3, etc.) ainsi que leurs contenus culturels (UNESCO, 2003 : 15).

Des recherches en psycholinguistique ont d'ailleurs montré que l'apprentissage d'une langue seconde chez l'individu n'est confronté à aucun obstacle cognitif, pour peu qu'il soit adéquatement planifié. Contrairement à ce que l'on croyait dans les années 60, la bilinguïté précoce n'est point nocive au développement cognitif des jeunes enfants. Le terme *bilinguïté*, distinct de *bilinguisme* (Hamers & Blanc, 2000), réfère beaucoup plus à l'état psychologique du sujet bilingue. Au point de vue du fonctionnement, pour stocker et avoir accès à deux langues ou plus chez un sujet bilingue, des recherches psycholinguistiques ont

aussi montré qu'il existe des mécanismes de gestion cérébrale sophistiqués mais précis. Le phénomène de mélange de codes chez les bilingues – phénomène que d'aucuns croient dû au hasard et à une maîtrise imparfaite des langues – résulte d'une interaction tout à fait normale et naturelle entre les langues. Il ne devrait donc pas être perçu comme négativement motivé, surtout lorsqu'il se produit en contexte de conversation, pour répondre à des stratégies de structuration de l'échange verbal (Myers-Scotton, 1993). D'autres phénomènes liés au contexte de contact entre les langues, comme l'emprunt, l'interférence, la créolisation, etc. ne sont pas non plus nécessairement négatifs. Dans tous les cas, il s'avère que les locuteurs bilingues ou plurilingues se comportent toujours en *calculateurs*, de manière rationnelle (Myers-Scotton & Bolonyai, 2001). L'un des principes les plus importants à tenir en considération est que tout apprentissage devrait idéalement commencer par et en langue maternelle – quel que soit le statut de cette dernière, ou le nombre de ses locuteurs dans la société – quitte à introduire d'autres langues lorsque L1 est déjà bien maîtrisée (Chomsky, 2004 : 581).

Conscients de ce principe du bilinguisme additif (UNESCO, 2003 : 18) cher aux écolinguistes, des chercheurs rappellent que l'acquisition des connaissances de base dans une langue autre que sa langue maternelle constitue un manque de respect envers les principes didactiques de base. Certains spécialistes (Brock-Utne, 2000; Freire, 1985; Skutnabb-Kangas, 2003; UNESCO, 2003) déclarent même que cette pratique didactique est une violation flagrante des droits fondamentaux de la personne reconnus et garantis sur le plan international. Abondant dans le même sens, Chomsky (2004) prône l'égalité des chances entre apprenants et rappelle que les dangers de déséquilibres sociaux sont réels lorsqu'on impose précocement l'enseignement dans la langue dominante au sein d'un système scolaire d'une communauté minoritaire du point de vue linguistique :

*«...speakers of a language that is not that of groups that dominate some society should probably be taught in their own languages at least at very early stages, until basic skills are acquired, and should be taught in the dominant language at later stages, so that they can enter the society without suffering disadvantages that are rooted in prevailing power, privilege and domination»* (Chomsky, 2004 : 581).

Les systèmes éducatifs qui ne respectent pas le principe de la primauté de la langue maternelle dans leurs programmes sont souvent les mêmes qui recensent le plus d'abandons dans leurs écoles, ainsi que des taux d'analphabétisme ou de semi-analphabétisme élevés : *“Not understanding the language of the class-room increases early dropout rates substantially and makes learning to read and write much more difficult”* (Skutnabb-Kangas, 2003 : 45). Ce genre de violation peut également contribuer de façon significative aux taux d'échecs en classe, vu que les apprenants ont du mal à comprendre et à assimiler des matières, car enseignées dans des langues qu'ils ne maîtrisent pas non plus. De la sorte, les élèves, tout aussi bien que leurs communautés, ratent d'importantes occasions de tirer profit des avantages d'un plurilinguisme additif.

### 3.4. Ecolinguistique, plurilinguisme et connaissance du monde

Nombreuses études d'inspiration ecolinguistique ont prouvé que, sur le plan pratique, la maîtrise de plus d'une langue est un atout non seulement pour les individus, mais aussi pour leurs communautés et pour leurs pays respectifs. Plus des locuteurs apprennent des langues variées, plus leurs communautés y gagnent en connaissances du monde, des connaissances certes diversifiées et pourtant complémentaires (Dalby, 2003 : 275). Or, il se fait que dans la région de l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est, de même qu'un peu partout sur le continent (Houis, 1971 : 148), le bagage linguistique d'un enfant se limite rarement à L1, langue de son groupe ethnique qui est généralement la langue du père. L'enfant apprendra aussi la langue de la mère qui, très souvent, est originaire d'un autre groupe, en vertu de la pratique courante de mariages exogamiques. Aux deux premières langues s'ajouteront, une langue coloniale apprise en classe – langue qui est rarement utilisée en dehors de l'école – et les 2 ou 3 autres langues des voisins et des camarades de jeu, des langues que les enfants *ramassent* – plus particulièrement dans les milieux urbains – et apprennent, souvent sans trop d'effort, principalement grâce aux assises linguistiques solides acquises en L1.

Nul doute aussi que, à travers le monde, beaucoup de gens sont bilingues, à des degrés variables, évidemment. L'exemple de l'Europe est instructif à cet égard; même si elle exclue les langues des immigrés récents, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires est une convention destinée, d'une part, à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires en tant qu'aspect menacé du patrimoine culturel européen et, d'autre part, à favoriser l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la vie privée et publique. L'importance de chaque langue, son unicité et l'évidence que toute langue peut être menacée d'extinction appellent à approfondir la notion de plurilinguisme, ses fondements, ainsi que la nécessité de sauvegarder la diversité linguistique, en particulier en Afrique des Grands-Lacs et de l'Est, à l'instar de l'Union Européenne.

Tout comme en écologie les espèces sont en relation d'interdépendance pour la survie de chacune, les langues sont complémentaires l'une à l'autre; et cette complémentarité devrait être maintenue et renforcée pour le bien et la survie de l'humanité entière. Skutnabb-Kangas (2003 : 12) souligne à juste titre : «*In the language of ecology, the strongest ecosystems are those that are the most diverse. Thus language and cultural diversity maximizes chances of human success and adaptability*». Ainsi, ce n'est pas en adoptant une ou deux langues officielles seulement que la CEPGL-EAC sera plus prospère et plus adaptée au monde extérieur, mais plutôt en favorisant le plurilinguisme.

Nous ne faisons pas ici l'éloge d'un plurilinguisme sauvage où la langue dominante s'impose naturellement tandis que les plus faibles périssent. Il s'agit plutôt d'un plurilinguisme respectueux de toutes les langues et de leurs valeurs culturelles, plus particulièrement des langues minoritaires et celles en danger d'extinction (UNESCO, 2003). Le paradigme ecolinguistique met de l'avant un modèle de plurilinguisme qui offre à chaque communauté linguistique, grande

ou petite, la chance d'interagir dans sa langue et d'utiliser cette dernière dans les secteurs importants de la vie. C'est un plurilinguisme où les jeunes ont l'opportunité de s'épanouir dans les langues de leurs parents, d'acquérir les connaissances scolaires de base dans les langues de leurs communautés linguistiques respectives, d'apprendre les langues de leurs voisins et de leurs partenaires, ainsi que les langues qui leur permettront d'interagir avec la communauté internationale. Ceci présuppose, bien entendu, des approches pédagogiques appropriées à l'épanouissement harmonieux de toutes les langues en jeu, dans un contexte de plurilinguisme plutôt additif que soustractif.

La coexistence conviviale des langues en contexte plurilingue permet un contact harmonieux des cultures, plus d'ouverture d'esprit et une vision plus riche de l'univers environnant, à condition, bien entendu, que des individus bilingues ou plurilingues soient autorisés à s'exprimer. Dalby (2003) traduit cette idée en ces termes :

*«We need bilinguals because, even in the generally accepted weaker form of Whorf's hypothesis, each language is a different way of looking at, mapping and classifying the world. Bilinguals are those who grow up speaking two languages, or who afterwards learn to handle a second language well, perhaps as well as if it had been a mother tongue. It is only a bilingual who can really show us what there is to learn from the way the world is mapped and classified in another language».* (Dalby, 2003 : 272)

Il y aurait lieu d'ajouter que, de manière générale, les plurilingues analysent le monde sous plusieurs angles, en comprennent plusieurs aspects et sont à même de mettre en perspective des points de vue diversifiés, de les expliquer dans le menu détail, en plus d'une grande facilité à l'esprit de synthèse.

Les politiques linguistiques de bilinguisme soustractif pratiquées par nombre de pays africains, sont nocives à l'épanouissement des langues locales, et vont non seulement à l'encontre de la logique écologique, mais contrecarrent aussi le cheminement vers la pluralité, la garantie des droits et des libertés, l'idéal de l'éducation pour tous, le développement intégré, en bref, la démocratie. En définitive, comment gouvernerait-on un peuple qui n'a pas le droit d'exprimer dans sa (ou ses) langue(s) ses aspirations profondes? L'UNESCO ne cesse d'encourager la culture de la diversité linguistique dans le domaine de l'éducation, une éducation de qualité pour tous, dans un monde où la diversité culturelle et linguistique est un fait incontournable. Ceci constitue un défi de taille pour les décideurs politiques qui doivent concilier des principes – nobles certes – d'unité nationale, avec ceux – non moins nobles – de protection des droits des individus et des groupes, surtout des groupes minoritaires qui, bien souvent, perdent une part de leur identité et de leur patrimoine culturel au contact avec des groupes socioculturels dominants. Les problèmes ne font qu'empirer dans le contexte actuel de mondialisation et de globalisation qui vise quasiment tous les biens, y compris les richesses culturelles; d'où le rôle central de l'UNESCO dans la recherche des solutions à ces défis : *«UNESCO has a strong commitment to the inherent value of cultural diversity and the need to maintain it. Education is both a tool for and a reflection of cultural diversity. In addition, research has shown that learners learn best in their mother*

*tongue as a prelude to and complement of bilingual education approaches»* (UNESCO, 2003 : 7). Faudrait-il rappeler que les données sociolinguistiques poussent à parler davantage de multilinguisme que de bilinguisme en Afrique (Houis, 1971 : 148) ?

Toujours est-il que, à l'instar de beaucoup de pays africains, la CEPGL et l'EAC accusent une carence notoire en matière de politiques linguistiques favorables au plurilinguisme. À cet égard, les pays concernés gagneraient à se doter d'outils législatifs clairs, basés sur des principes solides et scientifiquement établis. C'est grâce à de pareilles lois que le multilinguisme arrivera à s'épanouir harmonieusement et pleinement dans les domaines-clés tels que l'administration, la justice, la santé, et plus particulièrement l'éducation. C'est surtout grâce à l'épanouissement du plurilinguisme que la région africaine des Grands-Lacs et de l'Est parviendra à profiter pleinement de son potentiel linguistique. L'on gardera à l'esprit que la présence d'un nombre élevé de langues dans un pays n'est aucunement problématique, et que la réticence au multilinguisme n'est qu'un faux prétexte qui ne peut résister à une logique linguistique rigoureuse.

Le problème de fond est, en réalité, à mettre sur le compte de vieux préjugés négatifs envers les langues africaines, considérées depuis longtemps comme des dialectes sauvages, des sous-langues pauvres et arriérées, inaptés à exprimer la science et la technologie. Comme vu plus haut, l'Académie du Kiswahili a prouvé depuis longtemps que ces assertions sont erronées. De même, L'Afrique du Sud post-Apartheid est en train de prouver qu'une nation moderne peut parfaitement fonctionner en plus d'une dizaine de langues officielles.

## Conclusion

Au-delà des approches réductrices qui considèrent la langue comme un simple outil de communication, nous avons suggéré une approche qui conçoit la langue comme un instrument essentiel et indispensable dans l'encodage et dans la transmission des informations sur le génie, le savoir-faire et l'expérience séculaire des peuples. Dans cette perspective, il va de soi que l'Afrique des Grands-Lacs et de l'Est a le devoir de protéger jalousement son patrimoine linguistique. Cela engage les décideurs politiques, au premier plan, mais aussi toutes sortes d'organisations à l'échelle tant nationale qu'internationale, le milieu académique, quant à lui, jouant comme il se doit son rôle institutionnel de catalyseur.

À cet effet, nous pensons que le paradigme écolinguistique est fort utile en ce qu'il préconise notamment : (1) que la langue maternelle est primordiale, aussi bien dans l'acquisition des concepts et des connaissances générales de base que dans l'acquisition d'autres langues; enseigner ces connaissances dans une langue différente de la langue maternelle en bas âge viole littéralement les principes cognitifs pourtant aujourd'hui avérés, (2) que l'acquisition de la (ou des) langue(s) seconde(s) est optimale dans un environnement égalitaire qui respecte chacune des langues; (3) qu'en cas de conflit linguistique, la langue maternelle a préséance et doit être maîtrisée à un âge raisonnable, critique,

avant d'introduire les langues secondes, dans une perspective qui doit être additive et non soustractive; (4) qu'une démarche holistique doit permettre d'intégrer à l'apprentissage des langues secondes des contenus culturels, recourir à l'immersion, être attentive à la variation, etc.

Le paradigme écolinguistique pourrait s'avérer utile pour aborder d'autres problématiques importantes comme l'impact des langues dans la genèse et, par conséquent, dans la résolution de certains conflits interethniques en Afrique des Grands-Lacs et de l'Est, conflits qui parfois correspondent aux frontières sociolinguistiques, ou sont parfois transfrontaliers. Mais ceci dépasse le cadre de la présente étude et pourrait faire l'objet d'analyses ultérieures.

## Bibliographie

ACALAN. 2006. *Bulletin d'information*. N°001.

Amrous, N. 2006. « Internet, chance ou menace pour la diversité culturelle et linguistique ? » *EspacesTemps.net*, Actuel. 2012-05-17 <<http://espacestemp.net/document1868.html>>.

Bickerton, D. 1996. *Language and Human Behavior*. Seattle: University of Washington Press.

Brock-Utne, B. 2000. Education for All - In Whose Language? In : Phillipson, R. (Ed.). *Rights to Language: Equity, Power, and Education: Celebrating the 60th Birthday of Tove Skutnabb-Kangas*. Mahwah : Lawrence Erlbaum Associates.

Chomsky, N. 2004. *Language and politics*. Expanded 2<sup>nd</sup> Ed. by C.P. Otero. Oakland; Edinburgh : AK Press.

Dalby, A. 2003. *Language in Danger: The Loss of Linguistic Diversity and the Threat to our Future*. New York : Columbia University Press.

Desmet, P. 1996. *La linguistique naturaliste en France (1867-1922). Nature, origine, et évolution du langage*. Paris : Peeters.

Edema, A. B., Diki-Kidiri, M., Chanard, C. (dir.). 2003. « Le traitement informatique des langues africaines ». *Les cahiers du Rifal*. N° 23 (numéro spécial).

Fettes, M. 2000. (Un)Writing the Margins: Steps Toward an Ecology of Language. In : Phillipson, R. (Ed.). *Rights to Language: Equity, Power, and Education: Celebrating the 60th Birthday of Tove Skutnabb-Kangas*. Mahwah : Lawrence Erlbaum Associates.

Fill, A., Mühlhäusler, P. (Eds.). 2001. *The Ecolinguistics Reader: Language, Ecology and Environment*. London : Continuum.

Freire, P. 1985. *The Politics of Education: Culture, Power and Liberation*. South Hadley : Bergin & Garvey.

Guthrie, M. 1971. *Comparative Bantu*, Vol 2. Farnborough : Gregg International.

Hamers, J., Blanc, M. 2000. *Bilingualité et bilinguisme - Bilinguality and Bilingualism* [electronic resource, 2<sup>nd</sup> Ed.] Cambridge ; New York : Cambridge University Press.

Harrison, K. D. 2007. *When Languages Die : The Extinction of the World's Languages and the Erosion of Human Knowledge*. New York : Oxford University Press.

Hinton, L. 2001. Language Revitalization: An Overview. In : Hinton, L. Hale, K. (Eds). *The Green Book of Language Revitalization in Practice*. San Diego : Academic Press.

Houis, M. 1971. *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire*. Paris : PUF.

Konaté, Y. 2005. Le syndrome Amadou Hampâté Bâ ou comment naissent les proverbes. In : Touré, A., Mariko, N. I. *Amadou Hampâté Bâ homme de science et de sagesse : Mélanges pour le centième anniversaire de sa naissance*. Paris; Bamako : Karthala ; Nouvelles éditions maliennes.

Labov, W. 1976. *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des États-Unis*. Paris : Minuit.

Lewis, M. P. (Ed.). 2009. *Ethnologue: Languages of the World*. 16th ed. Dallas : SIL International. Online version : 2012-05-17 <<http://www.ethnologue.com/>>.

Maffi, L. (Ed.). 2001. *On Biocultural Diversity. Linking Language, Knowledge, and the Environment*. Washington, DC : Smithsonian Institution Press.

Mithun, M. 1999. *The Languages of Native North America*. Cambridge : Cambridge University Press.

Moseley, C. (Ed.). 2010. *Atlas of the World's Languages in Danger*, 3<sup>rd</sup> Ed. Paris : UNESCO.

Myers-Scotton, C., Bolonyai, A. 2001. « Calculating Speakers: Codeswitching in a Rational Choice Model ». *Language in Society*, n°31 (1). 1-28.

Myers-Scotton, C. 1993. *Social Motivations for Codeswitching*. Oxford : Clarendon Press.

Ngendazi, E. 2006. « Burundi : l'islam en langue locale fait de nombreux adeptes ». *Syfia international*. 2012-05-17 <<http://www.syfia.info>>.

Ntahokaja, J.-B. 1993. *Plaidoyer pour l'Afrique*. Bujumbura : UB.

Pegov, S. 2010. Anthropospheric and Anthropogenic Impact on the Biosphere. In : Jorgensen, E. (Ed.). *Global Ecology*. Amsterdam : Elsevier. 7-13.

Phillipson, R. (Ed.). 2000. *Rights to Language: Equity, Power, and Education : Celebrating the 60th Birthday of Tove Skutnabb-Kangas*. Mahwah : Lawrence Erlbaum Associates.

Skutnabb-Kangas, T. et al. 2003. *The Earth's Linguistic, Cultural, and Biological Diversity*. Paris : UNESCO, WWF, Terralingua.

Skutnabb-Kangas, T. 2000. *Linguistic Genocide in Education—Or Worldwide Diversity and Human Rights?* Mahwah; London : Lawrence Erlbaum Associates.

Skutnabb-Kangas, T. 2003. « Revitalisation of indigenous languages in education : contextualising the Papua New Guinea experience ». *Language and education*, n°17 (2). 81-86.

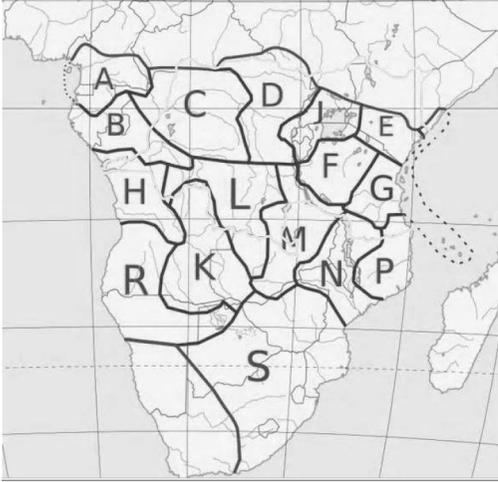
UNESCO. 2003. *Education in a Multilingual World*. Paris : UNESCO.

Van Lier, L. 2004. *The Ecology and Semiotics of Language Learning: A Sociocultural Perspective*. Boston; Dordrecht : Kluwer Academic.

Yaguello, M. 1981. *Alice au pays du langage. Pour comprendre la linguistique*. Paris : Seuil.

### Annexe 1

Zone linguistique CEPGL-EAC, d'après Guthrie (1971).



### Annexe 2

Carte des régions où les espèces biologiques et culturelles sont les plus menacées d'après Maffi (2001 : 9).



- 1 : Countries in Top 25 for endemic languages
- 2 : Countries in Top 25 for endemic vertebrates
- 3 : Countries in Top 25 for both

### Annexe 3

Tableau comparatif des langues et espèces biologiques en voie d'extinction, d'après Skutnabb-Kangas et al. (2003 : 41).

#### Endemism in languages compared with rankings of biodiversity

Country	Rank, total number of...						On mega-diversity list?
	Endemic Languages		Endemic Vertebrates		Flowering Plants	Endemic Bird Areas (EBAs)	
	Rank	Number	Rank	Number			
Papua New Guinea	1	847	13	203	18	6	yes
Indonesia	2	655	4	673	7	1	yes
Nigeria	3	376					
India	4	309	7	373	12	11	yes
Australia	5	261	1	1346	11	9	yes
Mexico	6	230	2	761	4	2	yes
Cameroon	7	201	23	105	24		
Brazil	8	185	3	725	1	4	yes
Dem. Rep. of Congo	9	158	18	134	17		yes
Philippines	10	153	6	437	25	11	yes
United States	11	143	11	284	9	15	yes
Vanuatu	12	105					
U. Rep. of Tanzania	13	101	21	113	19	14	
Sudan	14	97					
Malaysia	15	92			14		yes
Ethiopia	16	90	25	88			
China	17	77	12	256	3	6	yes
Peru	18	75	8	332	13	3	yes
Chad	19	74					
Russian Federation	20	71			6		
Solomon Islands	21	69	24	101			
Nepal	22	68			22		
Colombia	23	55		330	2	5	yes
Côte d'Ivoire	24	51					
Canada	25	47					

Source : Skutnabb-Kangas 2000, modified from David Harman and Luisa Maffi. 2002. pp. 26-7, *Are Linguistic and Biological Diversity Linked?* Conservation Biology in Practice, Vol. 3, No. 1.